



Le 10 octobre, en grève et dans les manifestations pour la Fonction publique, le service public d'éducation, nos métiers !

5 raisons de se mobiliser pour la Fonction publique :

Calendrier PPCR

Alors qu'il programme une réforme de l'ISF pour quelques-uns qui représente un manque à gagner de près de 4 milliards, le gouvernement projette de reculer l'application du PPCR au prétexte qu'il coûterait trop cher (4,5 milliards d'euros pour 5 millions d'agents). D'autres choix sont possibles !

Moins 120 000 postes de fonctionnaires

Cette décision présidentielle impacte la territoriale et l'Etat. D'ores et déjà moins 1300 ETP sont programmés à la rentrée prochaine dans le second degré. Les impacts seront conséquents : conditions de travail dégradées, augmentation de la précarité... ajouté à la fin des contrats aidés, de nombreuses missions ne seront plus assurées...

Augmentation de 1,7 point de la CSG

Alors que le président promettait une augmentation du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés, cette hausse partiellement compensée accentuera la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires. Par ailleurs ce dispositif remet en cause la gestion et le financement de la protection sociale, ce que nous ne pouvons accepter !

Réintroduction d'un Jour de carence

Le nombre de jours d'absence dans la Fonction publique est inférieur à celui de l'ensemble des salariés. La dernière tentative de cet ordre a fait la démonstration de son inutilité et de l'injustice que cela représentait.

Méthode gouvernementale

Tous les projets de réforme, tous les dispositifs sont lancés sans aucune discussion ni négociation. Une démocratie quelque peu en panne où seules la rue et les mobilisations permettent l'expression du plus grand nombre...

5 raisons de se mobiliser pour la qualité du service public d'éducation, la reconnaissance de notre métier, l'amélioration de nos conditions de travail :

Plan de recrutement

Alors que l'ensemble des besoins n'est pas couvert, qu'il manque des moyens de remplacement, que la précarité augmente... des baisses sont annoncées. Exigeons un plan de recrutement annuel à hauteur de 1500 postes !

STAPS

Un plan d'urgence doit être mis en œuvre pour offrir les moyens matériels, humains et financiers aux STAPS afin qu'ils puissent prendre en charge correctement l'ensemble des lycéens désireux de suivre une filière en STAPS.

Réforme des programmes et de la certification pour l'EPS

Seuls des contenus exigeants et de qualité dont les savoirs sont validés dans les examens permettent aux élèves d'acquérir les codes et les enjeux de la société dans laquelle ils s'inscrivent. Redonner du sens pour retrouver du plaisir d'apprendre et d'enseigner est essentiel !

Formation initiale et continue

La formation initiale doit être améliorée et les plans de formation continue plus ambitieux, partant des besoins des enseignants. Il faut en finir avec la captation des moyens de formation pour l'accompagnement des réformes.

Installations sportives

Lutter contre les inégalités, offrir des conditions d'apprentissage optimales, faire de la France une « nation de sportifs » comme on l'entend régulièrement... nécessite un plan d'investissement conséquent pour construire et rénover des installations sportives (salles de classe de l'EPS).